Résolution présentée par la délégation du Niger

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne La compatibilité entre valeurs culturelles, religieuses et droits humains universels

L'Assemblée Générale.

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et la Charte des Nations

Unies, qui affirment l'égalité de dignité et de droits de tous les êtres humains,

Consciente que les peuples du monde possèdent des traditions, religions et valeurs différentes, qui

façonnent leurs conceptions du droit, de la famille et du rôle des femmes et des

hommes dans la société,

Soulignant que la diversité culturelle et religieuse est une richesse mondiale et non un obstacle à

l'application des droits de l'Homme,

Préoccupée par les tensions croissantes entre certains modèles de société et les traditions locales,

qui peuvent être perçues comme des pressions culturelles extérieure,

Rappelant que l'article 22 de la Déclaration universelle reconnaît à chaque être humain le droit de

jouir des droits économiques, sociaux et culturels nécessaires au respect de la dignité

humaine,

Reconnaissant les efforts déployés par de nombreux États, dont la République du Niger, pour concilier

le respect des valeurs religieuses, la promotion des droits humains et la stabilité sociale,

Convaincue que le dialogue interculturel et interreligieux peut renforcer la paix, la compréhension

mutuelle et la cohésion internationale,

Décide de proposer la création, sous la supervision de l'ONU, d'un forum mondial permanent

où les pays, les ONG, des responsables religieux et des experts se retrouvent pour parler de diversité culturelle et religieuse et voir comment appliquer les droits humains

partout de façon claire et respectueuse ;

d'inviter les États membres à tenir compte des réalités culturelles et religieuses quand

ils appliquent les droits liés à la famille, à l'école et à la place des femmes dans la vie

publique;

- d'appeler à un respect mutuel des différences culturelles dans les débats internationaux

sur les droits humains, pour éviter d'imposer un modèle unique ou des modèles venus

d'ailleurs:

d'inviter les États à organiser des formations diplomatiques et scolaires pour

développer la compréhension interculturelle chez les futures générations de

dirigeant·e·s.

Le texte français fait foi.